

Études & Résultats

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



juillet
2021
numéro
1195

Un sentiment de pauvreté en hausse chez les jeunes adultes fin 2020

Entre fin 2019 et fin 2020, le niveau de préoccupation vis-à-vis du chômage et de la pauvreté en France est resté stable, mais l'inquiétude au sujet de leur évolution future a augmenté, selon le Baromètre d'opinion de la DREES. Dans le contexte de la crise sanitaire, la part des personnes qui jugent leur situation globalement mauvaise s'accroît, notamment parmi les travailleurs indépendants, les jeunes adultes et dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

Toutefois, cette dégradation ne s'accompagne pas d'une augmentation du sentiment ou du risque perçu de pauvreté au niveau individuel, sauf chez les jeunes. Pour eux, un large éventail d'indicateurs relatifs à la perception de leur situation se détériore. Une insécurité sociale croissante s'observe également dans la population active, à travers notamment la hausse du risque perçu de chômage ou de perte de revenus.

Un quart des personnes interrogées déclarent, fin 2020, que la situation financière de leur foyer s'est dégradée à la suite de la crise sanitaire. Cette situation est particulièrement fréquente parmi les personnes en contrat à durée déterminée (CDD) ou en intérim, les ouvriers et les indépendants. La moitié des personnes dont la situation financière s'est dégradée estiment que leurs revenus vont encore diminuer dans les mois à venir. Les deux tiers se jugent pauvres ou exposés au risque de le devenir et une proportion similaire souhaiterait être davantage aidée par les pouvoirs publics.

Raphaël Lardeux, Adrien Papuchon, Claudine Pirus (DREES)

Les répercussions sociales de la crise sanitaire de la Covid-19 sont multiples. Entre fin 2019 et fin 2020, plusieurs évolutions sont notables : le chômage a augmenté, les rémunérations des personnes en activité partielle et celle des travailleurs indépendants ont été affectées et la situation des jeunes – étudiants et travailleurs – s'est dégradée¹. Fin 2020, l'incertitude devient une dimension de plus en plus prégnante de la situation sociale. Des craintes s'expriment quant à une possible aggravation de la crise une fois que l'épidémie aura été jugulée et que les mesures de soutien temporaire seront arrivées à leur terme. Comment plus de six mois de crise sanitaire ont-ils influé sur la façon dont les personnes jugent leur situation, leur degré de vulnérabilité sociale et leur appréciation de l'évolution de la société à court et moyen termes ?

Le Baromètre d'opinion de la DREES permet d'apporter des éléments de réponse à ces questions sur la base de données récentes, pour les personnes vivant en France métropolitaine. Reposant sur des entretiens réalisés en face à face chaque année d'octobre à décembre, cette enquête permet de comparer les réponses des enquêtés à la veille de la pandémie à celles recueillies à la fin de 2020, après plusieurs mois de crise sanitaire et sociale (*encadré 1*) et à un moment où la perspective d'une maîtrise de l'épidémie n'est pas encore en vue.

•••

1. Voir les récents rapports du Comité national de lutte contre l'exclusion (Baronnet et Vanoni, in CNLE, 2021) et de la Fondation Abbé Pierre (Fondation Abbé Pierre, 2021), qui font en outre état d'une forte sollicitation des associations caritatives, de la part de publics en partie nouveaux.

La plupart des questions ont été posées exactement dans les mêmes termes avant et pendant l'épidémie. Ainsi, les évolutions observées captent implicitement l'impact de la crise sanitaire, économique et sociale sur la façon dont les personnes interrogées perçoivent l'évolution de leur propre situation et celle de la société dans son ensemble.

Une préoccupation pour la pauvreté et le chômage stable mais une inquiétude croissante envers l'avenir

Les proportions des personnes très préoccupées aussi bien par le chômage que par la pauvreté, après être restées relativement stables de 2004 à 2013 (chacune 6 personnes sur 10), ont diminué nettement et de façon continue au cours des six années suivantes (tableaux complémentaires A et B²). Ce repli s'interrompt en 2020 : 4 personnes sur 10 se déclarent très préoccupées par ces sujets, comme en 2019. Les familles monoparentales restent plus souvent très inquiètes au sujet de la pauvreté : c'est le cas de la moitié d'entre elles, contre environ 4 sur 10 parmi les couples (avec ou sans enfant) et les personnes seules. La pauvreté et le chômage demeurent aussi plus souvent des sources de forte inquiétude pour les employés et les ouvriers, ou pour les personnes qui appartiennent aux 20 % les plus pauvres en termes de niveau de vie.

Comme en 2019, 9 personnes sur 10 pensent que la pauvreté et l'exclusion se sont développées depuis cinq ans et 8 sur 10 estiment que les inégalités ont augmenté. Environ 3 personnes sur 4 jugent toujours la société plutôt injuste.

Selon les personnes interrogées fin 2020, les conséquences sociales de la crise seraient plutôt à venir. Elles sont en effet de plus en plus rares à estimer que les inégalités ou la pauvreté vont rester stables ou diminuer à l'avenir (de 17 % en 2019 à 13 % en 2020 s'agissant des inégalités, de 11 % à 7 % s'agissant de la pauvreté). De même, 1 personne sur 4 se déclare très pessimiste concernant l'avenir de ses enfants ou des générations futures, contre 1 sur 5 en 2019.

Un sentiment de déclassement intergénérationnel marqué pour les jeunes et les indépendants

En un an, la part des personnes qui jugent leur situation actuelle mauvaise passe de 19 % à 25 % (graphique 1). Il faut remonter à la crise financière de 2008 pour retrouver une dégradation aussi franche, même si un pic avait également été enregistré au début du mouvement des Gilets jaunes (tableau complémentaire C).

Entre 2019 et 2020, cette hausse est particulièrement marquée chez les jeunes adultes (18 à 29 ans)³ et chez les

indépendants⁴ en activité. Parmi ces derniers, la part des personnes jugeant leur situation mauvaise est passée de 16 % en 2019 à 40 % en 2020, ce qui en fait la catégorie socioprofessionnelle qui s'estime le plus fréquemment en difficulté. Bien que toujours nettement minoritaire, l'insatisfaction a doublé chez les cadres et les professions intermédiaires pour atteindre 15 % des personnes interrogées en 2020. Enfin, la hausse de la part des personnes jugeant leur situation mauvaise provient essentiellement des grandes agglomérations : elle passe de 18 % à 26 % dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants (de 20 % à 23 % dans le reste du pays, une variation qui n'est pas statistiquement significative au vu de la taille de l'échantillon).

Le point de vue exprimé par les personnes interrogées sur leur propre situation par rapport à celle de leurs parents au même âge traduit une détérioration similaire en 2020. Le sentiment de se trouver dans une meilleure situation que ses parents diminue de 9 points chez les cadres et les professions intermédiaires et de 11 points chez les indépendants. En 2020, les indépendants sont même le seul groupe professionnel pour lequel le sentiment d'un déclassement intergénérationnel est plus fréquent que l'impression d'une ascension sociale (43 % contre 25 %, respectivement).

•••

2. Les tableaux complémentaires sont disponibles dans les données associées à l'étude sur le site internet de la DREES.

3. La part des 18-29 ans qui jugent leur situation mauvaise a augmenté de 13 points en un an, une tendance qui touche très fortement les étudiants (+17 points), mais également les non-étudiants (+11 points).

4. Dans cette publication, le terme « indépendants » renvoie aux travailleurs indépendants hors professions libérales et professions intellectuelles supérieures, leur situation et l'impact de la crise sur celle-ci étant relativement spécifiques par rapport aux autres indépendants interrogés.

ENCADRÉ 1

Le Baromètre d'opinion de la DREES : Un outil de suivi conjoncturel depuis 2000

Le Baromètre d'opinion de la DREES suit chaque année depuis 2000 l'évolution de l'opinion des Français sur leur santé, sur la protection sociale dans l'ensemble de ses dimensions (assurance maladie, retraite, famille, handicap, dépendance, solidarité, lutte contre la pauvreté et l'exclusion) ainsi que sur les inégalités et la cohésion sociale (depuis 2014).

4 002 personnes ont été interrogées en face à face dans le cadre de cette édition du Baromètre, constituant un échantillon représentatif de la population résidant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus. Cet échantillon est construit selon la méthode des quotas, par sexe, âge, profession de la personne de référence, après stratification par région et catégorie d'agglomération. Dans les vagues 2014 à 2019, un échantillon d'environ 3 000 personnes a été interrogé selon une méthodologie strictement identique.

Le caractère annuel et l'ancienneté de ce Baromètre en font un outil de suivi conjoncturel de référence pour appréhender le contexte social et l'évolution des opinions sur les politiques dont le ministère des Solidarités et de la Santé a la charge. En permettant de mettre en parallèle les évolutions perçues et réelles des politiques sanitaires et sociales, le Baromètre apporte un éclairage complémentaire aux travaux menés habituellement par la DREES.

L'enquête 2020 : un terrain réalisé en contexte de crise sanitaire
En 2020, l'enquête s'est déroulée du 19 octobre 2020 au 4 janvier 2021, ce qui situe son lancement sept mois après le début du

premier confinement et à une période où l'idée d'une « seconde vague » épidémique était très présente dans l'espace public. Le deuxième confinement est intervenu dix jours après le début de la collecte et a entraîné son interruption – brève – à la demande de la DREES, du 9 au 19 novembre 2020, afin de vérifier et d'adapter le protocole sanitaire de l'enquête aux nouvelles mesures.

Bien qu'il soit difficile d'évaluer précisément les conséquences du contexte sanitaire sur le déroulement de l'enquête, les enquêteurs n'ont pas signalé de difficulté particulière sur le terrain, hormis des contretemps plus importants pour l'obtention des rendez-vous à l'approche des fêtes de fin d'année.

Précautions d'interprétation des enquêtes d'opinion

Les réponses à une enquête d'opinion sont sensibles à la formulation des questions et à leur place dans le questionnaire. Du fait de l'ancienneté et de la stabilité du questionnaire du Baromètre, ses différentes éditions permettent néanmoins des comparaisons entre catégories (selon le revenu, l'âge, etc.) et dans le temps. Toutefois, compte tenu de la taille de l'échantillon, de faibles variations peuvent ne refléter que des imperfections de mesure.

Par souci de simplification, les résultats présentés sont calculés en excluant les réponses « Ne se prononce pas ». Dans les rares cas où celles-ci dépassent 3 % des réponses, une annotation spécifique est ajoutée à la figure concernée ou en note dans le texte.

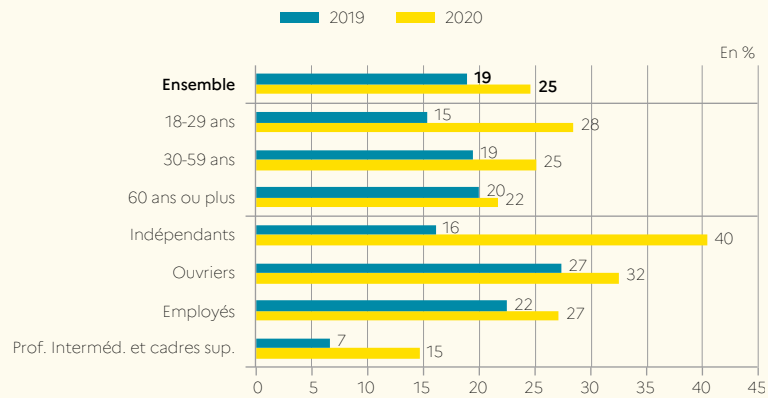
Chez les jeunes, on observe également un réel décrochage sur ce plan. Le sentiment de déclassement augmente de 14 points (de 22 % en 2019 à 36 % en 2020), et les jeunes qui pensent que leur situation est pire que celle de leurs parents au même âge deviennent plus nombreux que ceux qui jugent que leur situation est meilleure que celle de la génération précédente (28 %). Leur vision de leur avenir personnel se dégrade aussi nettement. Alors qu'ils représentaient jusqu'en 2020 la classe d'âge où l'optimisme était le plus fort (68 % étaient optimistes en 2019), ils ne sont plus que 51 % en 2020, un niveau comparable à celui des autres tranches d'âge (tableau complémentaire D), les plus de 60 ans restant plus pessimistes que le reste de la population.

Le sentiment d'être pauvre ou de risquer de le devenir n'augmente pas, sauf chez les jeunes

Le sentiment de se trouver globalement dans une mauvaise situation se diffuse dans l'ensemble de la population, mais il ne s'accompagne pas d'un accroissement du risque perçu de pauvreté (encadré 2). En 2019 comme en 2020, 1 personne sur 5 se considère comme pauvre, et une proportion comparable estime qu'elle risque de le devenir au cours des cinq prochaines années⁵ (graphique 2). La situation des jeunes adultes se distingue néanmoins du restant de la population,

GRAPHIQUE 1

Part des personnes jugeant que leur situation actuelle est mauvaise



Lecture • 25 % des personnes interrogées en 2020 jugeaient leur situation actuelle mauvaise, contre 19 % en 2019.

Champ • Personnes âgées de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine. Les catégories professionnelles renvoient à la profession actuelle ou, pour les chômeurs, au dernier emploi occupé. La catégorie « indépendants » regroupe les indépendants employeurs et ceux qui n'emploient pas de salarié, hors professions libérales et professions intellectuelles supérieures.

Source • Baromètre d'opinion de la DREES, 2019-2020.

puisqu'ils sont plus nombreux à se déclarer pauvres en 2020 qu'en 2019 (26 % contre 20 %). Le sentiment de pauvreté est désormais plus répandu chez les jeunes que dans le reste de la population, alors qu'ils ne s'en distinguaient pas jusque-là.

Cette vulnérabilité accrue est d'ailleurs largement reconnue : en 2020, 53 % des

personnes interrogées estiment que les 18-29 ans font face à un risque de pauvreté plus important que la moyenne des Français, contre 43 % en 2019. Le soutien à l'ouverture du revenu de solidarité active (RSA) dès l'âge de 18 ans augmente également et devient majoritaire dans la population, passant de 47 % des personnes interrogées en 2018 à 54 % en 2020⁶.

5. Ces résultats sont calculés hors modalité « Ne se prononce pas », qui représente 6 % des personnes interrogées sur cette question en 2018 et 8 % en 2020.

6. Ces résultats sont calculés hors modalité « Ne se prononce pas », qui représente 4 % des personnes interrogées sur cette question en 2018 et 3 % en 2020.

ENCADRÉ 2

Différentes approches quantitatives de la pauvreté

L'approche statistique standard retenue en Europe pour évaluer la pauvreté consiste à mesurer le taux de pauvreté monétaire relative. Tout individu vivant dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian est alors considéré comme pauvre (1 063 euros par mois pour une personne isolée en 2018 en France, soit 14,8 % de la population).

Cette mesure est toutefois sensible au niveau du seuil retenu et au fait qu'elle se focalise sur le niveau de vie médian. Des variations à première vue modérées du seuil retenu peuvent en effet conduire à des taux de pauvreté très différents : un seuil ramené à 50 % du niveau de vie médian aboutit par exemple à un taux de pauvreté de 8,3 %. Par ailleurs, une diminution du niveau de vie médian peut se traduire par une baisse du taux de pauvreté sans que la situation matérielle des plus démunis ne se soit améliorée.

Une approche complémentaire de la pauvreté monétaire relative, qui se focalise sur le niveau de vie, consiste à partir des conditions de vie et des privations subies. Selon la définition adoptée par Eurostat, une personne est alors jugée pauvre si elle déclare souffrir d'au moins quatre difficultés parmi une liste de neuf items concernant la consommation, les conditions de logement, les retards de paiement, etc. En France, le taux de pauvreté monétaire relative est supérieur à la pauvreté en conditions de vie (14,8 % contre 11,0 % en 2018), mais les foyers

identifiés par chacune de ces approches ne se recoupent que partiellement.

La « pauvreté perçue » ou « sentiment de pauvreté »

Le Baromètre d'opinion de la DREES permet d'adopter une autre approche, fondée sur la façon dont les personnes définissent leur propre situation. Elle s'affranchit des problèmes liés à la définition d'un seuil *a priori*, puisqu'elle repose sur les déclarations des enquêtés, faisant de la relation au risque de pauvreté un sujet d'étude en soi.

Tandis que la pauvreté monétaire relative constitue un indicateur d'inégalité évaluant la part des ménages dont le niveau de vie est éloigné des niveaux intermédiaires et que la pauvreté en conditions de vie représente un indicateur composite de privation matérielle, le sentiment de pauvreté manifeste, quant à lui, une condition caractérisée par une insécurité sociale durable (Duvoux et Papuchon, 2018).

Question posée dans le Baromètre d'opinion de la DREES : « Et vous personnellement, pensez-vous qu'il y a un risque que vous deveniez pauvre dans les cinq prochaines années ? »

1. Oui, plutôt
2. Non, plutôt pas
3. Je me considère déjà comme pauvre.

Exception faite des jeunes, on n'observe donc pas d'évolution notable de l'exposition perçue à la pauvreté entre 2019 et 2020. Celle-ci reste fortement différenciée selon la catégorie professionnelle, le niveau de vie ou la configuration familiale. Parmi ceux qui sont les plus exposés, on trouve les ouvriers et les personnes appartenant aux deux premiers quintiles de niveau de vie⁷ (graphique 3), dont un tiers se déclare pauvre ainsi que, dans une moindre mesure, les employés et les personnes qui vivent seules ou sont à la tête d'une famille monoparentale. Chez les ouvriers et les personnes des deux premiers quintiles de niveau de vie, le risque de devenir pauvre au cours des cinq prochaines années est également plus important que la moyenne. Au contraire, 85 % des cadres, 72 % des professions intermédiaires et 83 % des personnes appartenant aux deux derniers quintiles de niveau de vie s'estiment à l'abri du risque de pauvreté, une situation qui ne correspond, par exemple, qu'à 40 % des ouvriers.

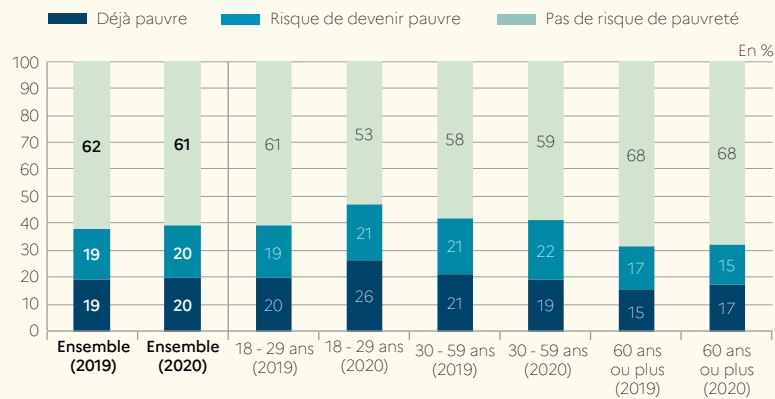
Une crainte du chômage et de perte de revenus en nette augmentation

Les jeunes adultes ne sont cependant pas les seuls à faire face à une vulnérabilité ressentie accrue par rapport à la période précédant la crise sanitaire. En effet, la part des personnes en activité qui estiment que leurs revenus vont diminuer dans les mois qui viennent a quasiment doublé en un an, passant de 13 % en 2019 à 24 % en 2020⁸.

Si les mesures mises en place depuis le début de la crise soutiennent le niveau de vie des personnes interrogées et peuvent ainsi expliquer que le sentiment de pauvreté ne progresse pas en 2020, beaucoup pourraient craindre une hausse du chômage lorsqu'elles arriveront à échéance. Après la nette baisse de 9 points observée de 2017 à 2019, qui répondait à la diminution du taux de chômage, la crainte du chômage retrouve, en 2020, son niveau de 2017 (graphique 4). En 2020, 48 % des actifs occupés pensent qu'eux-mêmes ou que l'un de leurs proches risque de se retrouver au chômage dans les mois à venir, contre 38 % en 2019. Cette inquiétude concerne 62 % des ouvriers contre 34 % des cadres, un écart qui s'est nettement accentué en dix ans, passant de 16 points en 2010 à 29 points en 2020. Chez les jeunes (moins de 30 ans), la

GRAPHIQUE 2

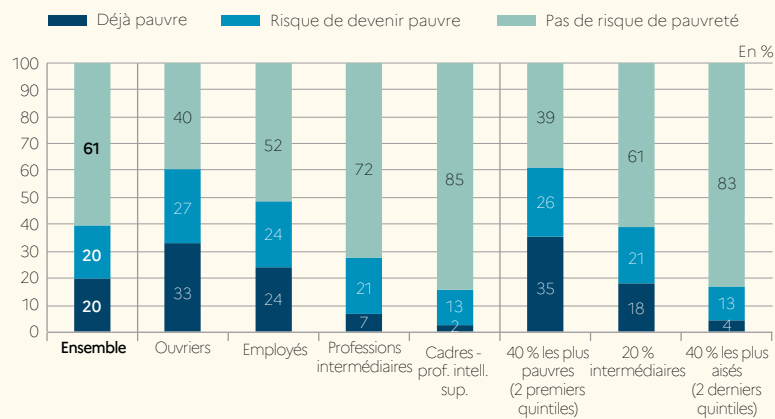
Pauvreté et risque de pauvreté perçus en fonction de la classe d'âge



Note • Ces résultats sont calculés hors modalité « Ne se prononce pas », qui représente 6,3 % des personnes interrogées sur cette question en 2019 et 7,7 % en 2020.
Lecture • En 2020, 20 % des personnes interrogées se déclarent pauvres, 20 % estiment qu'elles risquent de le devenir dans les cinq prochaines années et 61 % pensent qu'elles ne sont pas exposées à ce risque.
Champ • Personnes âgées de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.
Source • Baromètre d'opinion de la DREES, 2019-2020.

GRAPHIQUE 3

Pauvreté et risque de pauvreté perçus en fonction de la catégorie professionnelle et du niveau de vie



Notes • Ces résultats sont calculés hors modalité « Ne se prononce pas », qui représente 6,3 % des personnes interrogées sur cette question en 2019 et 7,7 % en 2020. Dans les trois colonnes de droite, les personnes interrogées sont classées en fonction de leur niveau de vie, calculé à partir du revenu et de la composition du foyer déclarés dans l'enquête.
Lecture • 2 % cadres et professions intellectuelles supérieures se déclarent pauvres, 13 % estiment qu'ils risquent de le devenir dans les cinq prochaines années et 85 % pensent qu'ils ne sont pas exposés à ce risque.
Champ • Personnes âgées de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine. Les catégories professionnelles renvoient à la profession actuelle ou, pour les chômeurs, au dernier emploi occupé.
Source • Baromètre d'opinion de la DREES, 2020.

hausse est deux fois plus forte que chez les plus de 40 ans en activité (+15 points, pour atteindre 63 %, contre +8 points pour atteindre 42 %). La crainte du chômage augmente principalement chez

les personnes en contrat à durée indéterminée (CDI), passant de 31 % à 42 %, tandis qu'elle se maintient à un niveau très élevé chez les personnes en emploi précaire (74 % à 76 %).

7. Le niveau de vie est égal au revenu du ménage déclaré par l'enquête, rapporté au nombre d'unités de consommation (UC), qui permettent de tenir compte de la taille du ménage. Le premier adulte du ménage vaut 1 UC, les autres personnes valent 0,5 UC si elles ont 14 ans ou plus et 0,3 UC si elles ont moins de 14 ans. Le premier quintile de niveau de vie représente les 20 % des personnes avec les niveaux de vie les plus bas, les deux premiers quintiles, les 40 % des personnes ayant les niveaux de vie les plus bas, etc.

8. Ces résultats sont calculés hors modalité « Ne se prononce pas », qui représente 5 % des personnes interrogées sur cette question en 2019 et 7 % en 2020.

9. Ces résultats sont calculés hors modalité « Ne se prononce pas », qui représente 6 % des personnes interrogées sur cette question en 2019 et 8 % en 2020.

D'après les réponses des personnes interrogées aux questions qui décrivent la façon dont elles perçoivent leur situation actuelle et à venir, quatre profils se distinguent fin 2020 : 23 % se trouvent en situation de forte insécurité sociale et 28 % craignent de devenir vulnérables dans un avenir proche, tandis que les deux autres groupes se considèrent dans une situation plus stable (encadré 3).

Un actif sur trois a connu une dégradation de sa situation financière depuis le début de la crise sanitaire

Fin 2020, une personne interrogée sur quatre estime que sa situation financière s'est détériorée depuis la crise de la Covid-19. C'est même le cas d'un actif (occupé ou en recherche d'emploi) sur trois. Chez ces derniers, cette dégradation s'accompagne, dans la moitié des cas, d'un changement de situation professionnelle, ce qui n'arrive que dans 1 cas sur 10 pour ceux qui déclarent une situation financière inchangée. La dégradation financière est encore plus fréquente parmi les ouvriers (38 %) et parmi ceux dont la position sur le marché du travail est précaire (la moitié des indépendants et des salariés en contrat à durée déterminée [CDD] ou en intérim).

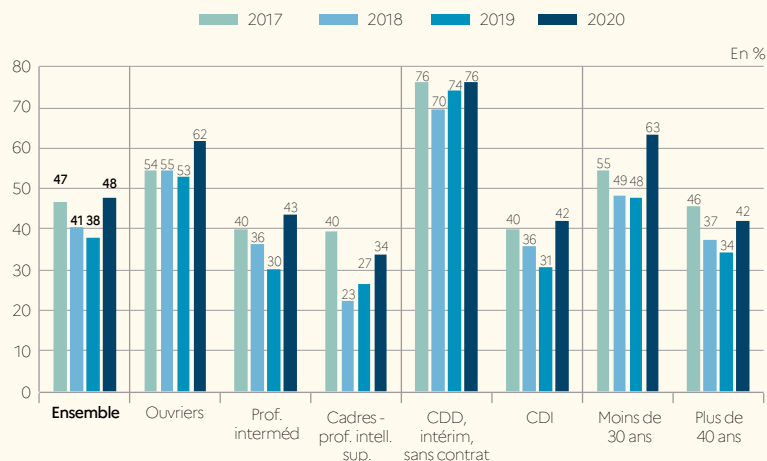
Quoique plus fréquentes dans les classes populaires, les conséquences sociales de la crise sont relativement diffuses dans l'ensemble de la population. Les 20 % les plus pauvres sont bien les plus souvent touchés, puisque la situation de 38 % d'entre eux se serait dégradée. Mais cette détérioration ressentie concerne également une part non négligeable des plus diplômés (29 % des diplômés du supérieur) et des personnes dotées de niveaux de vie plus élevés (19 % des 40 % les plus aisés).

Parmi les actifs, les réponses divergent peu en fonction de la tranche d'âge. Les moins de 25 ans qui vivent chez leurs parents déclarent cependant significativement moins souvent que ceux qui ont quitté le foyer parental que leur situation financière s'est détériorée depuis le début de la crise sanitaire (24 % contre 39 %).

Les personnes dont la situation financière s'est dégradée déclarent plus souvent que les autres que leurs revenus sont instables (58 % contre 14 %) [graphique 5]. Ils font aussi état d'une incertitude plus fréquente sur leur capacité à financer une dépense imprévue

GRAPHIQUE 4

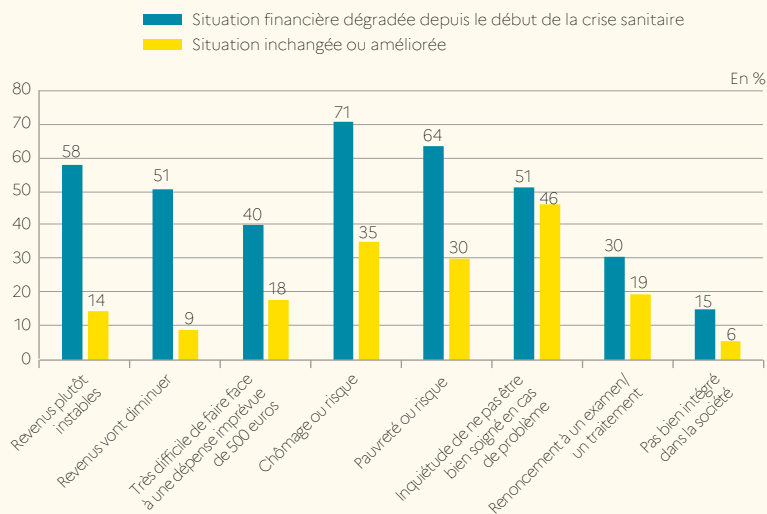
Risque de chômage pour soi ou pour ses proches dans les mois à venir



Note • Ces résultats sont calculés hors modalité « Ne se prononce pas », qui représente 5,9 % des personnes interrogées sur cette question en 2019 et 6 % en 2020.
Lecture • En 2020, 62 % des ouvriers estiment qu'il existe un risque de chômage dans les mois à venir pour eux-mêmes ou pour l'un de leurs proches.
Champ • Population adulte en emploi et résidant en France métropolitaine.
Source • Baromètre d'opinion de la DREES, 2018-2020.

GRAPHIQUE 5

Différentes dimensions de l'insécurité sociale perçue selon l'impact financier de la crise



Notes • 28 % des personnes interrogées jugent que la situation financière de leur foyer s'est dégradée depuis le début de la crise sanitaire et 72 % estiment qu'elle est restée stable ou qu'elle s'est améliorée.
L'écart observé en fonction de l'impact financier de la crise concernant l'inquiétude de ne pas être bien soigné en cas de problème de santé n'est pas statistiquement significatif, eu égard à la taille de l'échantillon.
Lecture • 58 % des personnes qui jugent que leur situation financière s'est dégradée depuis la crise de la Covid-19 ont des revenus plutôt instables d'un mois sur l'autre, contre 14 % des personnes qui déclarent que leur situation n'a pas changée ou s'est améliorée depuis le début de la crise sanitaire.
Champ • Personnes âgées de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine. Les parts de personnes au chômage ou exprimant un risque de chômage dans les mois qui viennent portent sur la population active.
Source • Baromètre d'opinion de la DREES, 2020.

ENCADRÉ 3

Quatre profils distincts d'exposition à l'insécurité sociale

En croisant les réponses aux différentes questions portant sur la perception de leur situation actuelle et à venir, on peut identifier quatre groupes distincts selon l'intensité de leur exposition à l'insécurité sociale à la fin de l'année 2020.

Un premier groupe, qui rassemble 23 % de la population, fait face à une forte insécurité sociale. Ces personnes se trouvent dans près d'un cas sur deux dans une situation financière qui s'est dégradée pendant la crise sanitaire (44 %) et craignent qu'elle se détériore à nouveau dans les mois à venir. Parmi elles, près de 6 personnes sur 10 jugent leur situation actuelle mauvaise. Une part similaire d'entre elles se déclarent pauvres et estiment qu'il leur serait très difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros. Un tiers d'entre elles déclarent que leurs revenus varient d'un mois sur l'autre. 73 % se disent pessimistes concernant leur avenir, 28 % estiment qu'elles risquent de devenir pauvres dans les cinq prochaines années, 31 % que les revenus de leur foyer risquent de diminuer dans les mois à venir et 53 % qu'il existe un risque de chômage à court terme pour elles ou leurs proches.

Parmi ce groupe, 61 % des personnes vivent seules ou sont à la tête d'une famille monoparentale (contre 43 % de l'ensemble des personnes interrogées), 45 % appartiennent aux 20 % les plus pauvres et seulement 27 % disposent d'un emploi en CDI à temps plein (contre 45 % de l'ensemble des personnes interrogées). Les ouvriers et anciens ouvriers y sont nettement surreprésentés (32 % contre 20 %), ainsi que les locataires (69 % contre 44 %). En revanche, quasiment aucun cadre ou profession intellectuelle supérieure ne fait partie de ce premier groupe.

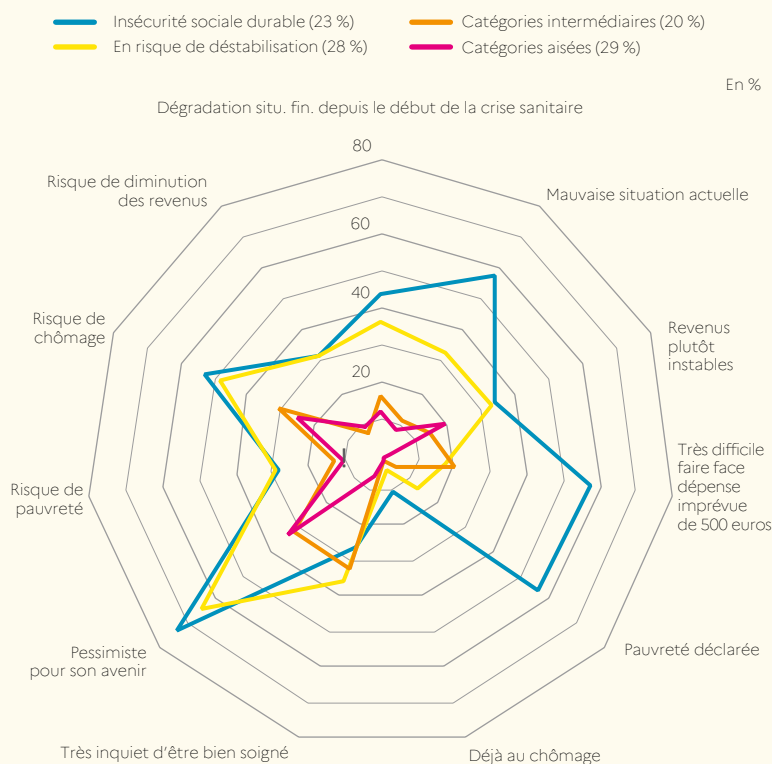
Le deuxième groupe (28 %), dit « en risque de déstabilisation », se distingue du premier par une situation actuelle perçue nettement moins dégradée. Le profil sociodémographique de ces personnes est beaucoup plus proche de l'ensemble de la population, mais leur perception de l'avenir comme l'impact de la Covid-19 sur leur situation financière les rapproche de celles en situation de forte insécurité sociale. En effet, 6 personnes sur 10 sont pessimistes concernant leur avenir, et 3 sur 10 considèrent que leurs revenus risquent de baisser dans les mois à venir ou qu'elles pourraient devenir pauvres au cours des cinq prochaines années. Près de 4 personnes sur 10 ont vu leur situation financière se dégrader depuis le début de la crise sanitaire et environ la moitié d'entre elles estiment qu'il existe un risque de chômage pour elles ou leurs proches au cours des prochains mois.

Les troisième et quatrième groupes se considèrent nettement moins vulnérables et peuvent être qualifiés de catégories « intermédiaires » et « aisées ». Ils regroupent respectivement 20 % et 29 % des personnes interrogées, et ont un profil globalement

proche du point de vue des indicateurs d'insécurité sociale ressentie : à peine 1 personne sur 10 qualifie sa situation de mauvaise et ils sont très peu nombreux à juger que la situation financière de leur foyer s'est dégradée au cours de la crise sanitaire (respectivement 16 % et 11 %). Deux tiers d'entre eux sont optimistes concernant leur avenir. Les personnes de catégorie intermédiaire sont toutefois beaucoup plus nombreuses à se montrer très inquiètes sur la probabilité de ne pas être bien soignées en cas de grave problème de santé (32 %, soit un niveau similaire à celui des deux premiers groupes, contre 6 % parmi la catégorie « aisée »). Les personnes classées parmi la catégorie intermédiaire sont 20 % à déclarer qu'il leur serait difficile de faire face à une dépense imprévue de 500 euros, contre 2 % parmi le groupe « aisé ».

Les deux groupes se différencient également du point de vue de leur profil socio-démographique : le groupe « intermédiaire » ne se distingue pas de l'ensemble de la population, mais 59 % du groupe « aisé » s'autopositionne dans la partie supérieure de la pyramide des revenus (positions 7 à 10 sur une échelle variant de 1 à 10), contre 35 % de l'ensemble des personnes interrogées et 45 % appartiennent aux 20 % dont le niveau de vie est le plus élevé. 32 % d'entre elles sont cadres (contre 15 % de l'ensemble des personnes interrogées) et 24 % appartiennent aux professions intermédiaires (contre 18 %) tandis que seulement 7 % sont ouvriers. Enfin 70 % sont propriétaires de leur logement (contre 48 % de l'ensemble des personnes interrogées).

Insécurité sociale et risque de déstabilisation perçus : l'étendue du sentiment de vulnérabilité



Note : Classification ascendante hiérarchique (méthode de Ward) : situation actuelle, autopositionnement sur une échelle de revenu (de 1 à 10), stabilité des revenus, faire face à une dépense imprévue de 500 euros, impact de la crise de la Covid-19 sur la situation financière du foyer, inquiétude de ne pas être bien soigné en cas de problème de santé, avenir personnel, risque de pauvreté, risque de chômage pour soi ou ses proches, évolution à venir du revenu du foyer.
Lecture : 58 % du groupe « Insécurité sociale durable » jugent que leur situation actuelle est mauvaise.
Champ : Personnes âgées de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.
Source : Baromètre d'opinion de la DREES, 2020.

de 500 euros (40 % contre 18 %), de risques plus élevés de chômage (71 % contre 35 %), de perte de revenus (51 % contre 9 %) et de pauvreté (64 % contre 30 %).

Le sentiment d'intégration dans la société et la santé sont également corrélés à la dégradation de la situation financière. Ainsi, 30 % des répondants dont la situation financière s'est dégradée depuis le début de la crise sanitaire et qui ont eu besoin d'un traitement ou d'un examen médical dans l'année déclarent y avoir renoncé, contre 19 % du reste la

population et 15 % ne se sentent pas bien intégrés dans la société (contre 6 %).

Les personnes touchées financièrement par la crise expriment le besoin d'un soutien public plus important

46 % des personnes interrogées estiment qu'elles auraient besoin d'être davantage aidées par les pouvoirs publics, un chiffre proche de celui observé en 2019. Mais elles sont beaucoup plus nombreuses parmi celles dont la situation financière s'est dégradée depuis le début de la

crise sanitaire (65 % contre 39 % des personnes dont la situation n'a pas changé ou s'est améliorée).

Au contraire, les enquêtés dont les revenus sont ou vont rester stables dans les mois qui viennent ressentent moins souvent le besoin de recevoir davantage de soutien public. C'est aussi le cas des cadres ou des professions libérales (17 %), des professions intermédiaires (28 %), des personnes appartenant au 5^e quintile de niveau de vie (15 %) et, dans une moindre mesure, des couples sans enfants (35 %) et des personnes de 65 ans et plus (40 %). ■

POUR EN SAVOIR PLUS

- L'ensemble de la documentation relative au Baromètre d'opinion est disponible sur le site de la DREES, rubrique Sources, outils et enquêtes, sous-rubrique Système de protection sociale ainsi qu'en Open Data.
- Pour en savoir plus en images, le Baromètre est disponible en datavisualisation.
- **Baronnet, J., Vanoni, D.** (2021, mai). Les pauvretés dans la crise sanitaire. Dans *La pauvreté démultipliée. Dimensions, processus et réponses*. CNLE, rapport au Premier ministre, 2021, p. 91.
- **Duvoux, N., Papuchon, A.** (2018). Qui se sent pauvre en France ? Dans *Revue française de sociologie*, 4 (vol. 59).
- **Duvoux, N., Lelièvre, M. (dir.)** (2021, mai). *La pauvreté démultipliée. Dimensions, processus et réponses*. CNLE, rapport au Premier ministre, 2021.
- **Fondation Abbé Pierre**, (2021, mars). L'état du mal-logement en France 2021. Rapport, 26.
- **Clerc, M., Legleye, S., Nougaret, A.** (2021, mai). Au premier trimestre 2021, 22 % des ménages déclarent une baisse de revenus par rapport à mars 2020. Insee, *Insee Focus*, 238.
- **Lardeux, R.**, (2021, avril). Assurance chômage, prestations sociales et prélèvements obligatoires atténuent de 70 % les variations annuelles de niveau de vie des personnes d'âge actif. DREES, *Études et Résultats*, 1191.
- **Papuchon, A.** (2020, mai). En 2018, une personne sur quatre a souvent du mal à boucler ses fins de mois. DREES, *Études et Résultats*, 1149.
- **Pirus, C.** (2021, avril). Opinion des familles monoparentales sur les politiques sociales : un sentiment de vulnérabilité et une attente forte de soutien à la parentalité. DREES, *Études et Résultats*, 1190.

LA DREES SUR INTERNET

Retrouvez toutes nos publications sur notre site drees.solidarites-sante.gouv.fr

Retrouvez toutes nos données sur data.drees.solidarites-sante.gouv.fr

Pour recevoir nos avis de parution drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/avis-de-parution

Directeur de la publication :

Fabrice Lenglard

Responsable d'édition :

Valérie Bauer-Eubriet

Rédactrice en chef technique :

Sabine Boulanger

Secrétaire de rédaction :

Élisabeth Castaing

Composition et mise en pages :

NDBD

Conception graphique :

Julie Hiet et Philippe Brulin

Pour toute information :

drees-infos@sante.gouv.fr

Reproduction autorisée sous réserve

de la mention des sources • ISSN électronique 1146-9129 • AIP 0001384



La DREES fait partie du Service statistique public piloté par l'Insee.